



COMMON LAW

15 | 16

RAPPORT ANNUEL



TABLE DES MATIÈRES

Message de la doyenne	4	Les membres de notre corps professoral	17
La Section de common law en quelques chiffres	5	Sommaire des publications	17
Faits saillants de l'année 2015-2016	6	Récompenses, prix et distinctions	18
Façonner l'avenir des soins de santé : Le Centre de droit, politique et éthique de la santé a connu une première année record	6	Nos diplômées et diplômés	20
Nouveau Certificat de common law en français	7	Les diplômées et diplômés de common law contribuent au succès de la nouvelle génération de juristes	20
Profil d'excellence : Professeur Joseph Magnét	8	Le fonds de soutien aux étudiants de common law Gordon McMehen	20
Nos recherches	10	Le fonds de développement du programme de plaidoirie Mark Thompson	20
Fait saillant : la Faculté de droit se classe parmi les meilleures à l'échelle internationale pour le nombre de téléchargements de documents sur le SSRN	10	Société honorifique de common law	21
Fait saillant : Subventions de partenariat du CRSH	10	Perry Dellelce (LL.B. 1990)	21
Chaires de recherche	11	Alan D'Silva (J.D. 1987)	22
Notre population étudiante	13	Vahan Kololian (LL.B. 1979)	22
L'excellence universitaire à la Section de common law	14	Anne Levesque (LL.B. 2007)	23
Saison de plaidoirie 2016 : une autre année couronnée de succès pour les redoutables équipes de l'Université d'Ottawa	14	Lise Maisonneuve (LL.B. 1989)	23
Douze étudiants en common law obtiennent une bourse du Programme d'initiation à la recherche au premier cycle	14	Nos priorités	24
Aide financière	15	Droit et technologie	24
Mayoori Malankov : surmonter l'adversité pour réaliser ses rêves	15	Droit et politiques de la santé	24
		Droit public	25
		Offrir aux étudiants une expérience profitable	25
		Un pavillon à la hauteur de nos ambitions	25
		Infrastructure	27



MESSAGE DE LA DOYENNE

La Section de common law de l'Université d'Ottawa vient de vivre une année exceptionnelle. Je suis particulièrement fière de tout ce que nos étudiants et professeurs ont accompli au cours de la dernière année universitaire et l'objectif du présent rapport vise à partager toutes ces réalisations avec nos diplômés, donateurs et supporteurs.

Nous avons cette année apporté certains changements à nos programmes : nous avons en effet accru notre expertise en droit de la santé grâce à la création du nouveau Centre de droit, politique et éthique de la santé ; nous avons œuvré à l'autochtonisation de notre programme d'études afin de veiller à respecter la diversité du système juridique du Canada et nous avons également lancé le Certificat de common law en français, qui permettra aux étudiants en droit francophones d'autres provinces d'obtenir une formation en rédaction et en terminologie juridiques de façon à pouvoir fournir des services juridiques en français dans des collectivités moins bien desservies.

En plus de contribuer à l'expertise et à la diversité exceptionnelles de la Section, nos professeurs ont excellé dans leurs domaines de recherche respectifs. La Faculté et les diplômés s'enorgueillissent à juste titre que la Section de common law soit le lieu de tant de recherches innovatrices ainsi que de victoires dans le cadre de contestations judiciaires. Dans ce rapport, nous présentons en détail les nombreuses distinctions et récompenses qu'ont obtenues les membres de notre corps professoral, mais en voici quelques faits saillants :

- Constance Backhouse a remporté le Prix Molson 2015 décerné par le Conseil des arts du Canada ;
- Suzanne Bouclin a obtenu la Bourse de nouveaux chercheurs 2015 et a été élue membre de la prestigieuse Global Young Academy, en plus de remporter le Prix jeune chercheur ou chercheuse de l'année 2015 de l'Université d'Ottawa ;
- Adam Dodek a reçu la Médaille 2015 du Barreau du Haut-Canada et le Prix Walter Owen 2015 ;
- Donald McRae nommé Compagnon de l'Ordre du Canada.

En ma qualité de doyenne de la Section de common law, j'aspire à poursuivre avec vous toutes et tous cette culture de l'excellence. J'espère que vous vous joindrez à nous pour appuyer la contribution remarquable que les diplômés et les membres de notre corps professoral apportent à l'ensemble de la communauté juridique au Canada.

Doyenne Nathalie Des Rosiers

LA SECTION DE COMMON LAW EN QUELQUES CHIFFRES

ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS

1177 ÉTUDIANTES
ET ÉTUDIANTS
DE PREMIER CYCLE

976 ÉTUDIANTS DU
PROGRAMME DE
J.D. EN ANGLAIS

201 ÉTUDIANTS DU PROGRAMME
DE COMMON LAW EN FRANÇAIS

158 ÉTUDIANTES
ET ÉTUDIANTS
DES ÉTUDES SUPÉRIEURES



AIDE FINANCIÈRE

80

PRIX POUR UN
MONTANT TOTAL DE
70 710\$



95

BOURSES
D'ADMISSION
POUR UN MONTANT
TOTAL DE
321 550\$

80

BOURSES POUR BESOINS
FINANCIERS POUR UN
MONTANT TOTAL DE
145 426\$

CORPS PROFESSORAL

32

PROFESSEURS
TITULAIRES

24

PROFESSEURS
AGRÉGÉS

18

PROFESSEURS
ADJOINTS



PUBLICATIONS

LIVRES **45**

115 CHAPITRES
DE LIVRES

ARTICLES
DE REVUES **191**

FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE 2015-2016

FAÇONNER L'AVENIR DES SOINS DE SANTÉ : LE CENTRE DE DROIT, POLITIQUE ET ÉTHIQUE DE LA SANTÉ A CONNU UNE PREMIÈRE ANNÉE RECORD

Le Centre de droit, politique et éthique de la santé interdisciplinaire se concentre sur les travaux de recherche qui visent à régler les questions les plus urgentes en ce qui a trait aux soins de santé et au système de santé, et s'efforce de garder les décideurs politiques à la fine pointe lorsqu'il s'agit de concrétiser ces nouveaux développements sous forme de pratiques efficaces.

L'importance qu'accorde le Centre à la recherche multidisciplinaire permet de recruter des chercheurs parmi un vaste bassin de spécialistes, non seulement des experts en droit, mais également des chercheurs ferrés en sciences de la santé, en médecine, en administration, en sciences sociales et même en religion.

Pendant la première année d'existence du Centre, sa directrice, la professeure Colleen Flood s'est efforcée de mettre les recherches à la disposition des décideurs politiques ainsi qu'au grand public. Le Centre a accueilli sa première conférence au cours de l'automne 2015 sur le thème de l'avenir du droit de la santé; cette conférence rassemblait des experts de l'Université d'Ottawa, ainsi que de l'ensemble du Canada et des États-Unis afin de discuter

des enjeux aussi divers et cruciaux que l'avenir de la Loi canadienne sur la santé et le domaine en plein essor qu'est la robotique dans les soins de santé.

Offrir d'excellentes possibilités d'apprentissage expérientiel aux étudiants fait également partie des priorités du nouveau Centre. Le Centre a, à cet effet, créé un programme appelé « Stages santé » destiné à fournir à des étudiants de première année en droit une aide financière en vue de cultiver des relations de mentorat avec les professeurs de l'Université d'Ottawa et de travailler avec des professeurs sur leurs projets de recherche en cours.

Le Centre a également lancé cette année la Clinique en droit de la santé mondiale, qui représente une occasion d'apprentissage expérientiel unique en son genre pour les étudiants désireux de se familiariser avec les enjeux réels en droit et politiques de la santé mondiale. Les étudiants, regroupés en équipes pendant deux sessions, fournissent à des organismes des Nations Unies, des gouvernements nationaux et des organisations de la société civile des recherches, des analyses, et des conseils sur un problème de santé mondiale urgent.

« Nous avons la chance de bénéficier d'une riche communauté de spécialistes à la Faculté. Les membres de notre corps professoral et nos collaborateurs apportent leur vaste expérience en matière de recherche dans tous les grands secteurs du droit de la santé, qu'il s'agisse des maladies infectieuses ou des techniques de procréation en passant par la santé mentale. »

– Professeure Colleen Flood
Directrice, Centre de droit, politique et éthique de la santé

NOUVEAU CERTIFICAT DE COMMON LAW EN FRANÇAIS

En mars 2016, la Section de common law a annoncé l'avènement d'un nouveau Certificat de common law en français, destiné à offrir aux étudiants bilingues de nouvelles possibilités et à élargir l'accès à des services juridiques en français dans les communautés francophones minoritaires dans l'ensemble du Canada.

Le Certificat de common law en français (CCLF) sera offert via un partenariat entre le Programme de common law en français de l'Université d'Ottawa et la Faculté de droit de l'Université de la Saskatchewan.

Le Certificat de common law en français de l'Université d'Ottawa est le premier du genre au Canada. Le CCLF permettra en effet aux étudiants en droit de respecter leur charge de cours en français, de faire un échange à Ottawa, de participer à un concours de plaidoirie simulée avec des équipes dans l'ensemble du Canada, d'être jumelés à des mentors chevronnés dans la profession juridique en plus de pouvoir effectuer un stage avec crédits auprès de cabinets juridiques, d'organisations et de juristes du gouvernement qui œuvrent en français en Saskatchewan. L'Université de la Saskatchewan deviendra ainsi la première institution partenaire à offrir ce nouveau certificat et ce, à compter de l'automne 2016.

« Nous avons créé ce certificat dans le but d'accroître l'offre de services juridiques en français dans l'ensemble du Canada. Nous sommes enchantés que l'Université de la Saskatchewan ait accepté d'être notre partenaire dans le cadre de cette initiative tout à fait novatrice. »

– Doyenne Nathalie Des Rosiers



PROFIL D'EXCELLENCE : PROFESSEUR JOSEPH MAGNET

Il faut des années de travail acharné pour défendre une cause importante liée aux droits de la personne, et cela nécessite encore plus d'efforts pour en gagner deux en une année. C'est pourtant l'exploit qu'a réussi à accomplir le professeur Joseph Magnet en 2016.

En avril 2016, la Commission d'enquête des Nations Unies sur les droits de l'homme en Érythrée a conclu que le gouvernement de l'Érythrée était coupable de violations flagrantes des droits de la personne envers les Afars. La Commission a aussi statué que des fonctionnaires avaient commis des crimes contre l'humanité en ayant régulièrement persécuté les Afars à grande échelle.

Les conclusions de la Commission étaient uniquement fondées sur les nombreuses preuves et l'argumentation juridique fournies par le professeur Magnet.

La Commission d'enquête a aussi demandé aux États membres de l'ONU d'arrêter les dirigeants érythréens responsables de crimes envers les Afars, en plus de soumettre la cause au Conseil de sécurité en recommandant d'envoyer l'affaire au procureur de la Cour pénale internationale.

Les aînés et les dirigeants de la nation Afar ont désigné le professeur Magnet comme leur avocat en 2010. Il a effectué des entrevues avec des centaines de réfugiés érythréens

en Afrique et en Europe ayant été témoins oculaires de ces atrocités. Il a ensuite corroboré les témoignages à l'aide de sources documentaires, notamment en analysant 21 000 rapports décrivant pourquoi les réfugiés érythréens avaient fui dans les pays voisins.

Ahmed Mohamed est un activiste canado-afar à la tête de l'Eritrean Afar State in Exile (EASE), un organisme qui se bat pour rétablir les droits de la personne et fonciers des Afars et mettre en place une réforme constitutionnelle en Érythrée. Il soutient que le professeur Magnet a changé la façon dont la nation Afar fait face à sa situation et lui a permis de faire son chemin dans la communauté internationale.

« Grâce au professeur Magnet, la nation Afar a pu parler de façon claire et démocratique au reste du monde, notamment à des stratèges et à la communauté internationale », a mentionné M. Mohamed. « Notre peuple est perçu depuis toujours comme de redoutables combattants indigènes. Par le passé, lorsque les Afars étaient confrontés à des injustices liées à la colonisation, à la marginalisation et à l'assimilation, ils voulaient obtenir justice et ont combattu pour leurs droits en prenant les armes. Le professeur Magnet a permis de changer cette situation, et le peuple Afar lui en est profondément reconnaissant. »

Au cours des six années durant lesquelles il a travaillé sur cette cause, le professeur Magnet a sollicité l'aide de plusieurs de ses étudiants comme assistants de recherche, ce qui leur a donné une occasion unique d'acquérir une expérience pratique. Andrew Kaikai (J.D. 2015), un étudiant qui a collaboré avec le professeur Magnet sur des dossiers de litige, s'est rapidement intéressé à la cause Afar. Il a d'ailleurs préparé des plaidoyers et rédigé des communications pour le Rapporteur spécial des Nations Unies.

« Ce projet constituait ma première occasion d'être en contact direct avec les personnes pour lesquelles nous travaillons en tant qu'avocat », a dit M. Kaikai. « Le professeur Magnet est non seulement un juriste brillant, mais il est aussi très empathique. C'est en travaillant à ses côtés que je me suis rendu compte que le droit existe pour faire une différence dans la vie de gens réels. Cette expérience m'a permis de devenir un meilleur juriste. »

Le professeur Magnet s'est en outre efforcé de promouvoir une stabilité à long terme dans la Corne élargie de l'Afrique. Il a élaboré un nouveau modèle constitutionnel pour l'Érythrée; il a énormément voyagé pour l'expliquer et qu'il soit soutenu. Il a constitué un groupe consultatif d'experts mondiaux afin de détailler et d'ajouter de la crédibilité au modèle. Il s'agit d'ailleurs du seul modèle accepté à ce jour par les Afars et les autres minorités présentes en Érythrée.

Au moment où la Commission d'enquête des Nations Unies a annoncé ses découvertes, la Cour suprême du Canada rendait son jugement unanime dans *Daniels c. Canada* déclarant que les Indiens et Métis non inscrits relèvent de la compétence fédérale en vertu de la Loi constitutionnelle de 1867.

Cette décision a des conséquences majeures en ajoutant environ 600 000 Métis et Indiens non inscrits sous la responsabilité du gouvernement fédéral. Le professeur Magnet a prouvé dans cette cause que les documents secrets du Cabinet décrivaient ces peuples comme « les citoyens canadiens les plus désavantagés ».

« Je suis très heureux que nous ayons réussi à supprimer ce blocage qui, dans le système constitutionnel, a fait en sorte que tant d'Autochtones aient été désavantagés et discriminés », a mentionné le professeur Magnet. « Pendant trop longtemps ces personnes n'ont pas eu accès aux programmes et services que tous les gouvernements reconnaissent comme nécessaires pour leur permettre d'atteindre leur plein potentiel dans la société canadienne. »

Le professeur Magnet a agi à titre d'avocat principal pour le Congrès des Peuples Autochtones pendant cette bataille juridique qui a duré 17 ans.

Le professeur Magnet s'y connaît bien en causes importantes ayant de grandes répercussions. En 1985, il a convaincu la Cour suprême du Canada de déclarer inconstitutionnelles toutes les législations unilingues entrées en vigueur depuis 1890 au Manitoba et d'imposer le bilinguisme officiel dans la province. Il est le seul avocat de l'histoire du Canada à avoir obtenu un tel résultat.

La Section de common law de l'Université d'Ottawa est fière de compter le professeur Magnet comme membre de sa faculté. Son travail lié au contentieux contribue non seulement de façon importante au savoir en droit constitutionnel, mais il fait une différence inimaginable dans la vie des personnes marginalisées auxquelles M. Magnet consacre sa carrière.

« Nous avons fait une percée prometteuse dans une région troublée. Réaliser des changements dans une zone aussi controversée sur le plan politique prendra du temps, mais j'espère que notre travail mènera éventuellement à une gouvernance constitutionnelle en Érythrée, qui est essentielle pour que la paix règne et qu'il y ait une stabilité dans la région élargie de la Corne. »

– Prof. Joseph Magnet

NOS RECHERCHES

FAIT SAILLANT : LA FACULTÉ DE DROIT SE CLASSE PARMIS LES MEILLEURES À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE POUR LE NOMBRE DE TÉLÉCHARGEMENTS DE DOCUMENTS SUR LE SSRN

En 2015, la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa s'est hissée à un rang très élevé sur la liste des 500 meilleures facultés de droit internationales, publiée par le Social Science Research Network (SSRN) (Réseau de recherche en sciences sociales). En effet, pour ce qui est du nombre total de téléchargements de documents de recherche au cours de l'année, l'Université d'Ottawa s'est classée parmi les dix meilleures à l'échelle mondiale. D'après ce classement, les publications des chercheurs en droit de l'Université d'Ottawa attirent un lectorat toujours croissant et rivalisent de qualité avec des articles publiés par les meilleures facultés de droit au monde.

Le réseau SSRN dresse et diffuse une compilation de documents de recherche de haute qualité, produits par des chercheurs partout dans le monde et rassemblés en une vaste base de données. Sa collection électronique recense plus de 500 000 articles téléchargeables en version intégrale.

FAIT SAILLANT : SUBVENTIONS DE PARTENARIAT DU CRSH

Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) a accordé de prestigieuses subventions de partenariat totalisant plusieurs millions de dollars à quatre professeurs du Centre de recherche en droit, technologie et société, à la Faculté de droit, en 2015.

Les subventions de partenariat du CRSH représentent une valeur approximative de 2,5 millions de dollars et s'étalent sur une période de sept ans. Un total de 24 projets avaient été sélectionnés lors du processus hautement sélectif, et 17 subventions ont été octroyées à l'échelle du Canada. Le fait que deux de ces projets soient issus du même centre de recherche à l'Université d'Ottawa est un accomplissement digne de mention et une preuve que le Centre en droit, technologie et société est bel et bien un acteur de premier plan dans son domaine.

- Les professeurs **Jane Bailey** (Faculté de droit, Section de common law) et **Valerie Steeves** (Faculté des sciences sociales) ont reçu un financement pour leur projet intitulé « The eQuality Project », qui rassemble plusieurs intervenants de la société civile, de même que des secteurs de l'éducation et du gouvernement, désireux d'étudier l'expérience que font les jeunes du cyberespace et en particulier le ciblage de ces jeunes et autres audiences vulnérables de la part des annonceurs.
- Les professeurs **Jeremy de Beer** et **Chidi Oguamanam**, tous deux à la Section de common law, ont reçu une subvention en vue l'occasion d'élargir l'Open African Innovation Research Network, aussi appelé « Open AIR ». En collaboration avec leurs partenaires du gouvernement, de la société civile et du secteur privé de 14 pays d'Afrique, ils cherchent à dénouer les tensions qui opposent la propriété intellectuelle et l'accès à la connaissance, à tisser des liens entre le Canada et les économies affichant la croissance la plus rapide au monde, et à former de nouveaux chercheurs disposant d'une perspective et d'une expérience internationales uniques.
- Le professeur **Craig Forcese** est co-demandeur, représentant l'Université d'Ottawa, d'une subvention de partenariat d'un montant de 2,15 millions de \$ octroyée en 2015 au Canadian Network for the Study of Terrorism, Security, and Society (TSAS). Le TSAS, situé à l'Université de la Colombie-Britannique, vise à favoriser la recherche multidisciplinaire sur la radicalisation terroriste, la coordination des interactions entre les chercheurs universitaires et les administrateurs gouvernementaux, et l'épanouissement d'une nouvelle génération de jeunes chercheurs qui s'intéressent au terrorisme et à la sécurité ainsi qu'à leur incidence sur la société.

CHAIRES DE RECHERCHE

Les Sections combinées de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa (common law et droit civil) sont dotées du plus grand nombre de titulaires des chaires de recherche du Canada en droit. La Section de common law s'enorgueillit à juste titre d'abriter des titulaires des chaires de recherche qui sont des chefs de file dans leurs domaines respectifs dont l'expertise est reconnue à l'échelle nationale et internationale et qui poursuivent des recherches novatrices.

Chaires de recherche du Canada



Michael Geist
Chaire de recherche du Canada en droit d'Internet et du commerce électronique



Ian Kerr
Chaire de recherche du Canada en éthique, en droit et en technologie



Teresa Scassa
Chaire de recherche du Canada en droit de l'information

Chaires de recherche de l'Université



Constance Backhouse
Chaire de recherche de l'Université sur la Loi sur les agressions sexuelles au Canada



Colleen Flood
Chaire de recherche de l'Université en droit et politiques de la santé



Jennifer Chandler
Chaire Bertram Loeb sur le don d'organes et de tissus



Donald McRae
Chaire Hyman Soloway du droit des affaires et du commerce (Deborah Steger a été nommée pour l'année 2016)



Elizabeth Sheehy
Chaire Shirley E. Greenberg sur les femmes et la profession juridique (Angela Cameron a été nommée pour l'année 2016)

Fondation et commandite de chaires de recherche



LE SAVIEZ-VOUS ?

Trois étudiants au doctorat de common law de l'Université d'Ottawa ont déjà été recrutés à des postes en enseignement dans des facultés de droit canadiennes.

NOTRE POPULATION ÉTUDIANTE

1177 ÉTUDIANTES
ET ÉTUDIANTS
DE PREMIER CYCLE

976 ÉTUDIANTS DU
PROGRAMME DE
J.D. EN ANGLAIS

201 ÉTUDIANTS DU PROGRAMME
DE COMMON LAW EN FRANÇAIS

158 ÉTUDIANTES
ET ÉTUDIANTS
DES ÉTUDES SUPÉRIEURES



POSTES DE STAGIAIRES ET D'AUXILIAIRES JURIDIQUES

Type d'employeur de stagiaires	Nombre d'étudiants
Pratique privée (total)	200
Défense pénale	15
Droit de la famille	8
Services complets / Pratique générale	110
Immigration	2
Propriété intellectuelle	6
Litige (cabinet boutique)	29
Travail et emploi	9
Sociétés / Commercial (cabinet boutique)	6
Autres domaines de la pratique non énumérés ci-dessus	15
Auxiliaires juridiques	13
Intérêt public (y compris les organismes administratifs, conseils, commissions ou cliniques)	16
Gouvernement (total)	36
Fédéral	18
Provincial	16
Municipal	2
Milieu des entreprises / industries (y compris les conseillers juridiques d'entreprises)	6
Autres (inconnu)	21

L'EXCELLENCE UNIVERSITAIRE À LA SECTION DE COMMON LAW

Saison de plaidoirie 2016 : une autre année couronnée de succès pour les redoutables équipes de l'Université d'Ottawa

L'année 2016 a été une autre année exceptionnelle pour le programme de plaidoirie de la Section de common law. Après le succès sans précédent remporté en 2015, les équipes de plaidoirie ont continué cette année à dominer à l'échelle nationale et internationale, et ce, dans tous les domaines de la pratique du droit.

Les équipes sont parvenues à rafler le prestigieux premier prix au Concours international de plaidoirie en propriété intellectuelle d'Oxford pour la deuxième fois en cinq ans. Fred Wu a été nommé meilleur orateur de la compétition alors que Tracey Doyle a obtenu la deuxième position et, Laura MacDonald, la sixième. Ainsi, l'équipe a réussi à obtenir trois des six prix dans cette catégorie. L'équipe de l'Université d'Ottawa était aussi la mieux classée après les rondes préliminaires.

Cette victoire s'ajoute à la longue série de succès remportés par l'Université d'Ottawa en plaidoirie en propriété intellectuelle, et plus précisément, à celle du concours d'Oxford. Durant les cinq seules années auxquelles l'Université d'Ottawa a participé à ce concours, l'équipe s'est toujours rendue au minimum en quarts de finale, a remporté les grands honneurs deux fois et a été régulièrement félicitée pour avoir les meilleurs orateurs et mémoires.

Aussi, pour une deuxième année consécutive, les équipes de négociation de l'Université d'Ottawa ont dominé la compétition en gagnant la coupe Walsh et en remportant tous les prix d'équipe et individuels. L'entraîneuse Lynn Rockman a mentionné que les étudiants avaient reçu d'excellents commentaires des juges, qui ont déclaré que l'Université d'Ottawa « était au sommet de sa forme ».

L'Université d'Ottawa a travaillé fort pour créer une culture de plaidoirie aussi prospère. Les étudiants de première année désireux de participer au programme ont la possibilité de le faire grâce au Concours Nelligan. En effet, les étudiants qui se démarquent dans ce concours seront appelés à se joindre aux équipes qui compétitionnent à l'échelle nationale et internationale. La plaidoirie occupe une place importante au sein de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa. Le directeur du programme de plaidoirie, le professeur Anthony Daimsis, excelle à former des équipes qui brillent sur la scène mondiale. La plaidoirie n'est pas seulement pour les étudiants : le succès remporté

par les équipes appartient aussi aux diplômés qui offrent gracieusement leur aide pour entraîner les équipes et agir à titre de juges durant les concours.

Douze étudiants en common law obtiennent une bourse du Programme d'initiation à la recherche au premier cycle

Douze étudiants du programme de common law figurent parmi les lauréats de la bourse du Programme d'initiation à la recherche au premier cycle (PIRPC) de l'Université d'Ottawa.

Le PIRPC offre aux étudiants de premier cycle des occasions uniques et stimulantes de se familiariser avec la recherche d'avant-garde qui se fait à l'Université d'Ottawa, tout en réfléchissant à leurs objectifs professionnels. En participant au programme, les étudiants reçoivent une bourse de 1 000 \$ et consacrent au moins 50 heures pendant l'année universitaire à un projet de recherche mené par un professeur-superviseur qu'ils auront choisi. Les professeurs-superviseurs qui participent au PIRPC reçoivent 500 \$ en fonds de recherche. Cette année, les lauréats de la Section de common law sont les suivants :

- Joanna Chan
(professeure-superviseure : Elizabeth Sheehy)
- Peter (Tae-Min) Choi
(professeure-superviseure : Jamie Liew)
- Isaac Da Silva Aboo
(professeur-superviseur : Alain Roussy)
- Lindsay Mclellan
(professeure-superviseure : Suzanne Bouclin)
- Romina Raeisi
(professeur-superviseur : David Wiseman)
- Stefanija Savic
(professeure-superviseure : Marina Pavlović)
- Josh Smith
(professeur-superviseur : David Wiseman)
- Isabelle St-Hilaire
(professeure-superviseure : Lynda Collins)
- Madeleine Werker
(professeure-superviseure : Marina Pavlović)
- Heather Cameron
(professeur-superviseur : Jeremy de Beer)
- Kate Agyemang
(professeure-superviseure : Mary Cavanagh)
- Stephanie Woods
(professeure-superviseure : Mary Cavanagh)

AIDE FINANCIÈRE

 **95**
BOURSES
D'ADMISSION
POUR UN MONTANT
TOTAL DE
321 550\$

 **80**
BOURSES POUR BESOINS
FINANCIERS POUR UN
MONTANT TOTAL DE
145 426\$

 **80**
PRIX POUR UN
MONTANT TOTAL DE
70 710\$

Mayoori Malankov : surmonter l'adversité pour réaliser ses rêves

Mayoori Malankov hésitait à revenir à la faculté de droit après sa première année, sachant qu'elle devrait encore compter sur des prêts du Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario qui, hélas, ne peuvent couvrir l'intégralité de ses droits de scolarité.

« Alors quand j'ai reçu la bourse O'Brien/Kehoe Scholarship, j'ai ressenti un immense soulagement, je savais que j'allais m'en sortir sur le plan financier, j'ai aussitôt retrouvé l'espoir et la motivation pour aller de l'avant et reprendre mes études de droit », se réjouit Mayoori.

Mayoori s'est montrée une étudiante exemplaire, elle a réussi à trouver sa niche par l'entremise du Programme d'appui au parrainage de réfugiés, un projet du Carrefour des réfugiés de l'Université d'Ottawa. Dans le cadre de ce cours de recherches dirigées, Mayoori a contribué à la mise sur pied de la Clinique de conseils juridiques gratuits à l'hôtel de ville à Ottawa, laquelle a d'ailleurs servi de modèle pour établir d'autres cliniques semblables dans tout le Canada. Ces cliniques fournissent des avis à des particuliers et à des groupes désireux de parrainer des réfugiés, aidant ainsi ces personnes à cheminer dans ce processus complexe.

« Ce programme m'a permis d'approfondir mes connaissances et de développer mon expertise dans un domaine du droit qui me passionne tout en faisant une véritable différence dans la vie d'autrui. »





Professeur Chidi Oguamanam

LES MEMBRES DE NOTRE CORPS PROFESSORAL

Le corps professoral de la Section de common law se compose d'une vaste gamme d'experts, dont bon nombre sont considérés comme des chefs de file dans leurs domaines de recherche respectifs. Grâce à leurs recherches innovatrices et enrichissantes, nos professeurs ont contribué à l'exploration et à l'évolution de lois, de pratiques et des systèmes juridiques au Canada.



32
PROFESSEURS
TITULAIRES

24
PROFESSEURS
AGRÉGÉS

18
PROFESSEURS
ADJOINTS

SOMMAIRE DES PUBLICATIONS

Les professeurs de common law ont publié 45 livres ou monographies, 115 chapitres de livres et 191 articles de revues savantes en 2014-2016. Le tableau ci-dessous montre la répartition des publications produites par les professeurs de common law en 2014-2016 selon les catégories de disciplines juridiques les plus largement étudiées à l'Université d'Ottawa.

Note : certaines publications peuvent couvrir plusieurs domaines d'études.

Champ d'études	Livres	Chapitres	Articles	Total
Droit autochtone et droit des peuples autochtones	-	5	4	9
Droit de l'environnement	3	9	13	25
Droit de la santé	3	17	48	68
Droits de la personne	7	14	11	32
Droit international	13	31	42	86
Droit privé	10	15	10	35
Droit public	10	28	68	106
Justice sociale	6	8	34	48
Droit et technologie	7	29	22	58
Femmes et droit	6	9	14	29

CHAQUE ANNÉE, DES MEMBRES DU CORPS PROFESSORAL DE LA SECTION DE COMMON LAW SE VOIENT RÉCOMPENSÉS POUR LEUR EXPERTISE, LEUR LEADERSHIP ET LEUR INNOVATION EN RECEVANT DIVERS RÉCOMPENSES, PRIX ET DISTINCTIONS. CES PRIX REHAUSSENT NOTRE PROFIL AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ ÉLARGIE, ACCROISSENT LES POSSIBILITÉS, POUR LES PROFESSEURS ET PROFESSEURES, D'OBTENIR DES SUBVENTIONS ET FAVORISENT L'ESSOR D'UNE COMMUNAUTÉ DE RECHERCHE QUI INSUFFLE UN SENTIMENT DE FIERTÉ ET CÉLÈBRE L'EXCELLENCE.

Constance Backhouse

- ★ Prix Molson, 2015
(Conseil des arts du Canada)

Jane Bailey

- ★ 100 meilleurs livres traitant de politique publiés en 2015 (*The Hill Times*)
- ★ Prix pour le droit
Ramon-John-Hnatyshyn, 2016
(Association du Barreau canadien)

Jennifer Bond

- ★ Nommée conseillère spéciale auprès du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, 2015-2016

Suzanne Bouclin

- ★ Bourse de nouveaux chercheurs, 2015
(Ministère de la Recherche et de l'Innovation)
- ★ Éluë membre de la Global Young Academy, 2015
- ★ Prix jeune chercheur ou chercheuse de l'année, 2015 (*Université d'Ottawa*)

Jennifer Chandler

- ★ Nommée titulaire de la Chaire Bertram Loeb de dons d'organes et de tissus, 2015
(l'Institut Bertram-Loeb pour le don d'organes et de tissus)

Jeremy de Beer

- ★ Prix de l'Association canadienne des professeurs de droit (ACPD) pour l'excellence universitaire de 2016

Nathalie Des Rosiers

- ★ Prix de l'Association canadienne des libertés civiles, 2015
(Association canadienne des libertés civiles)
- ★ Mérite Christine-Tourigny, 2015
(Barreau du Québec)
- ★ Distinction Avocat émérite, 2015
(Barreau du Québec)

Adam Dodek

- ★ Médaille du Barreau, 2015
(Barreau du Haut-Canada)
- ★ Prix Walter Owen, 2015
(Fondation pour la recherche juridique)

Stewart Elgie

- ★ Prix Clean50 du Canada, dans la catégorie « Thought Leader », 2015 (*Delta Management Group*)

Craig Forcese

- ★ Figure parmi les 10 chercheurs en droit dont les textes sont téléchargés le plus souvent, 2015 (*Social Sciences Research Network*)
- ★ Prix de l'Association canadienne Droit et Société
- ★ Prix Reg Robson (*British Columbia Civil Liberties Association*)

Pierre Foucher

- ★ Ordre de la Pléiade, 2015 (*Assemblée parlementaire de la Francophonie, division ontarienne*)

Michael Geist

- ★ 100 meilleurs livres traitant de politique publiés en 2015 (*The Hill Times*)

Vanessa Gruben

- ★ Bourse de recherche James Kreppner, 2015 (*Société canadienne du sang*)

Steven J. Hoffman

- ★ Bourse salariale de nouveau chercheur, 2015 (*Instituts de recherche en santé du Canada*)

Martha Jackman

- ★ Prix « Les assises » 2015 (*Association du Barreau canadien*)

John Mark Keyes

- ★ Francophile de l'année 2015 (*Association des communautés francophones de l'Ontario*)

Vern Krishna

- ★ Nommé conseiller par le vérificateur général du Canada, 2015-2016

Nicole LaViolette

- ★ Prix de l'héroïne de la SOGIC, 2015 (*Association du Barreau canadien*)

Sheila McIntyre

- ★ Prix du Gouverneur général 2015 en commémoration de l'affaire « personne » (*Gouverneur général du Canada*)

Donald McRae

- ★ Nommé professeur éminent, 2015 (*Université d'Ottawa*)
- ★ Nommé Compagnon de l'Ordre du Canada, 2015 (*Gouverneur général du Canada*)

Errol Mendes

- ★ Élu Président de la Commission internationale de juristes, section canadienne, 2015
- ★ Ordre de l'Ontario, 2016 (*Lieutenante-gouverneure de l'Ontario*)
- ★ Médaille du Barreau du Haut-Canada, 2016

Elizabeth Sheehy

- ★ Finaliste en 2015 pour le prix Canada Prize in the Social Sciences (*Fédération des sciences humaines*)

Joao Velloso

- ★ Prix Jean-Paul Brodeur, 2015 (*Revue Criminologie*)

Ellen Zweibel

- ★ Prix du mérite pour la conception pédagogique/l'enseignement et l'apprentissage, 2015 (*Réseau canadien pour l'innovation en éducation*)

NOS DIPLÔMÉES ET DIPLÔMÉS

LES DIPLÔMÉES ET DIPLÔMÉS DE COMMON LAW CONTRIBUENT AU SUCCÈS DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION DE JURISTES

Nos diplômés tiennent une place importante au sein de la communauté de common law de l'Université d'Ottawa. Que ce soit en travaillant comme bénévoles à des événements, en formant les étudiants qui prennent part aux concours de plaidoirie ou en faisant des dons pour aider les étudiants actuels à relever les défis liés aux études en droit, la contribution de nos diplômés est inestimable.

Au cours de l'année 2015-2016, nous avons reçu de généreux dons des diplômés. Vous trouverez ci-dessous deux exemples de dons reçus permettant de rendre l'expérience des étudiants en droit encore plus enrichissante.

Le fonds de soutien aux étudiants de common law Gordon McMehen

M. Gordon McMehen et son épouse Moira Philips ont mis sur pied le fonds de soutien aux étudiants de common law McMehen. Ce fonds servira à financer de nouvelles initiatives en matière d'éducation, à appuyer financièrement les étudiants dans le besoin, à soutenir l'apprentissage par compétence et à fournir des services aux étudiants ayant des besoins spéciaux.

Gordon McMehen (LL.B. 1976) a cofondé la Conundrum Capital Corporation et continue à agir à titre de président du conseil d'administration de l'entreprise. Il a aussi été le directeur des conseils d'administration d'Eskey Mining et d'Acanthus Real Estate. M. McMehen a exercé le droit des sociétés et commercial au sein de Gardiner Roberts de 1978 à 1998, où il s'est spécialisé en fusions et acquisitions, en structuration et en financement des entreprises. Il a aussi été l'associé directeur général du cabinet de 1994 à 1998.

Le fonds de développement du programme de plaidoirie Mark Thompson

Mark Thompson (LL.B. 1996) est un fier diplômé de l'Université d'Ottawa et un homme d'affaires prospère. Il est le président et directeur général de Concordia Healthcare Corp. M. Thompson est un ancien participant aux concours de plaidoirie en droit des valeurs mobilières. Cette expérience lui a d'ailleurs permis de lancer sa carrière en tant qu'avocat spécialisé dans les valeurs mobilières dans un premier temps, et ensuite, comme homme d'affaires.

Afin de soutenir son alma mater et de donner la possibilité aux futures générations d'étudiants de participer à des concours, M. Thompson a créé le fonds de développement du programme de plaidoirie. Ce fonds permettra de couvrir les dépenses liées à ce programme, dont les frais de déplacement, l'entraînement des équipes et l'organisation des concours. Il aidera grandement l'Université d'Ottawa à maintenir sa réputation bien méritée de puissance en plaidoirie tant sur la scène nationale qu'internationale.



SOCIÉTÉ HONORIFIQUE DE COMMON LAW

La Section de common law est heureuse d'annoncer que Perry Dellelce (LL.B. 1990), Alan D'Silva (J.D. 1987), Vahan Kololian (LL.B. 1979), Anne Levesque (LL.B. 2007), et la juge en chef Lise Maisonneuve (LL.B. 1989) ont été intronisés en qualité de membres de la Société honorifique de common law dans le cadre du déjeuner d'accueil d'orientation, le 2 septembre 2015. Chez ces cinq personnes, la formation juridique leur a servi de tremplin afin de réussir de manière remarquable dans la carrière professionnelle de leur choix.

Perry Dellelce (LL.B. 1990)



Perry Dellelce est le fondateur et le directeur associé de Wildeboer Dellelce LLP, l'un des cabinets juridiques spécialisés en financement des entreprises les plus réputés au Canada. Il exerce dans les domaines des valeurs mobilières, du financement des entreprises et des fusions et acquisitions. Le Canadian Legal Lexpert Directory des années 2012 à 2014 a désigné Perry comme l'un des avocats les plus éminents du Canada en matière d'opérations reliées à la technologie.

M. Dellelce a obtenu son B.A. de la Western University, puis un MBA de l'University of Notre Dame et un LL.B. de l'Université d'Ottawa. Il a été admis au Barreau de l'Ontario en 1992.

Mr. Dellelce a siégé à divers conseils d'administration, qu'il s'agisse de sociétés commerciales ou d'organisations à but non lucratif, il a été notamment président du conseil d'administration de la Sunnybrook Foundation; membre du Bureau des gouverneurs de l'Université d'Ottawa; Président du Cabinet exécutif de la campagne Défier les conventions : la Campagne de l'Université d'Ottawa; membre du comité consultatif en affaires, Mendoza College of Business, University of Notre Dame; membre du conseil d'administration de la Fondation olympique canadienne; et membre du conseil d'administration de la toute nouvelle bourse nationale du Canada, la Neo Bourse Aequitas Inc.

M. Dellelce est également lauréat de nombreux prix et distinctions qui lui ont été décernés pour ses services à la communauté, notamment : le Albert Citation and Purple and White Award, Western University; le Distinguished Alumni Award du Mendoza College of Business, University of Notre Dame; et le Italian Chamber of Commerce of Ontario Business Excellence Award, Community Building Award (le prix d'excellence en affaires décerné par la Chambre de commerce italienne de l'Ontario).

Alan D'Silva (J.D. 1987)



Alan D'Silva a obtenu un baccalauréat en droit de l'Université d'Ottawa en 1987 et est associé principal au sein du cabinet Stikeman Elliott L.L.P. à Toronto, où sa pratique très variée se concentre sur les poursuites de nature commerciale. Reconnu comme l'un des meilleurs avocats plaidants au pays, il a une vaste expérience professionnelle qui couvre des domaines du droit tels que le recours collectif, le droit des sûretés, et la responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants de sociétés.

M. D'Silva a représenté des clients à tous les échelons du système judiciaire, y compris devant des tribunaux d'appel partout au pays, et il a plaidé dix causes devant la Cour suprême du Canada. Il a également défendu des dossiers devant de nombreuses cours administratives, et il a agi à titre de médiateur, d'arbitre et de témoin-expert devant bon nombre de tribunaux canadiens.

Son nom figure à de nombreux répertoires, et il a publié plusieurs articles dans des publications juridiques faisant l'objet d'une évaluation par les pairs, dont Chambers, Lexpert, Benchmark Canada et The Best Lawyers in Canada.

M. D'Silva a occupé un poste de professeur auxiliaire dans trois facultés de droit (Université d'Ottawa, Université de Toronto et Université Western). Il a interrompu temporairement sa pratique en cabinet afin de travailler comme conseiller juridique auprès de la Commission ontarienne des droits de la personne.

Il a également été bénévole et a siégé au conseil d'administration ou aux comités de divers organismes de bienfaisance ou sans but lucratif. Il est le fondateur et co-fondateur de plusieurs bourses d'études universitaires et il siège comme membre au Conseil régional de diplômés de l'Université d'Ottawa pour la ville de Toronto.

Vahan Kololian (LL.B. 1979)



Après avoir obtenu son baccalauréat en droit à l'Université d'Ottawa en 1979 et avoir été admis au Barreau de l'Ontario en 1981, M. Kololian s'est joint au groupe bancaire Burns Fry, une société en financement des entreprises et en investissement commercial (aujourd'hui devenue BMO Nesbitt Burns). À titre d'associé et de directeur de Burns Fry, puis de Gordon Capital, Vahan a mené des transactions de financement public ainsi que des opérations de fusion et d'acquisition. Au début des années 1990, Vahan s'est tourné vers le capital de risque et l'investissement en capital; c'est d'ailleurs à titre d'expert en ces domaines de l'investissement qu'il dirige actuellement TerraNova Partners. Il est maintenant associé directeur de TerraNova, en plus de siéger au conseil d'administration de différents organismes avec ou sans but lucratif.

M. Kololian participe à des projets communautaires liés à l'éducation, aux soins de la santé et à la promotion de la diversité au sein des entreprises et des gouvernements. Il s'intéresse aux droits de la personne et aux projets d'édification nationaux dans les pays en développement, notamment en Arménie. Sa passion pour la résolution de conflit en contexte de conflit géopolitique l'a mené à cofonder le Mosaic Institute. Avec sa famille, il a créé une bourse d'études à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa; celle-ci doit être décernée à des candidats à la maîtrise venus de régions du monde qui sont en situation de crise.

Anne Levesque (LL.B. 2007)



Anne Levesque a obtenu son diplôme du programme français de common law en 2007 et a été admise au Barreau de l'Ontario en 2008. Elle est actuellement codirectrice du Programme de pratique du droit de l'Université d'Ottawa. Elle a d'ailleurs participé à la création et à la mise en œuvre de ce programme innovateur d'apprentissage par l'expérience qui permet aux diplômés en droit d'acquérir des compétences pratiques, de s'impliquer au sein de leur collectivité et de promouvoir l'accès à la justice en français.

Mme Levesque exerce également comme avocate dans le domaine des droits de la personne. Elle a travaillé dans plusieurs groupes de défense du droit à l'égalité, des cliniques juridiques et des organismes sans but lucratif pour qui elle a plaidé des causes types, fait des interventions et travaillé à des initiatives de réforme du droit. Elle a en outre pris part à des cas litiges d'envergure nationale, comme l'élimination du formulaire détaillé de recensement, la responsabilité du Canada envers les actes de torture commis à l'étranger, l'égalité devant la loi sur la santé reproductive, et l'intimidation des dissidents par le gouvernement. Ce dernier est accusé d'avoir fait preuve de discrimination dans la prestation de services d'aide à l'enfance à plus de 163 000 enfants autochtones habitant des réserves, ainsi que d'avoir manqué à son devoir d'appliquer le principe de Jordan. Anne est actuellement coprésidente de l'Association nationale Femmes et Droit, présidente du comité des droits humains du Conseil des Canadiens avec déficiences et membre du conseil d'administration du Programme de contestation judiciaire du Canada.

Lise Maisonneuve (LL.B. 1989)



L'honorable Lise Maisonneuve a été nommée juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario, et est entrée en fonction le 4 mai 2015. Elle a été nommée à la Cour de justice de l'Ontario en 2003 et a instruit des affaires criminelles dans la région d'Ottawa pendant 12 ans avant de devenir juge principale régionale de la région de l'Est en 2011, puis juge en chef adjointe de la Cour de justice de l'Ontario en 2013, où elle s'est distinguée par son leadership et son innovation, et a dirigé diverses initiatives judiciaires liées à la modernisation des tribunaux, à l'éducation judiciaire, à l'éducation juridique du public et au temps d'attente pour les affaires criminelles, pour n'en nommer que quelques-unes.

La juge en chef Maisonneuve a obtenu son diplôme de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa et a été admise au Barreau en 1991. Avant de se joindre à la magistrature, elle a été associée au sein du cabinet Carroll, Wallace and Maisonneuve à Ottawa, où elle a exercé en droit criminel. Elle a également été membre du groupe de travail chargé de la surveillance du ministère de la Défense nationale; conseillère pour le comité directeur sur la réorganisation de la police militaire et des services d'enquête et pour le groupe d'examen des services de la police militaire; conseillère pour le comité du ministre de la Défense nationale sur la mise en œuvre du changement au sein du ministère de la Défense nationale et conseillère juridique spéciale du feu juge en chef du Canada, Brian Dickson, pour diverses enquêtes militaires.

NOS PRIORITÉS

LA SECTION DE COMMON LAW DE LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA A DÉTERMINÉ PLUSIEURS PRIORITÉS POUR LES ANNÉES QUI VIENNENT, TELLES QUE DÉCRITES DANS NOTRE TEXTE INTITULÉ PLAIDER POUR L'AVENIR. EN ACHEMINANT LES CONTRIBUTIONS DE NOS DONATEURS ET DIPLÔMÉS VERS CES SECTEURS, CELA POURRAIT AIDER NOTRE POPULATION ÉTUDIANTE AINSI QUE NOS CHERCHEURS À DONNER LE MEILLEUR D'EUX-MÊMES AFIN D'EN FAIRE ENSUITE BÉNÉFICIER TOUTE LA COMMUNAUTÉ JURIDIQUE DU CANADA.

Droit et technologie



Nos experts façonnent les lois qui sauront encadrer cette innovation continue et cernent les vides juridiques et réglementaires à combler. Qu'il soit question de la collecte des métadonnées permettant de suivre à la trace les propriétaires de téléphones cellulaires ou des enjeux éthiques et juridiques entourant la diffusion d'informations sur les habitudes de déplacement des travailleurs, nos experts déclenchent et enrichissent d'importants débats touchant les politiques.

Leurs recherches novatrices et leur travail avec les étudiants de la Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada Samuelson-Glushko (CIPPIC) ont mené au dépôt de plaintes qui ont, entre autres, forcé Facebook à mieux protéger les renseignements personnels de sa clientèle, assuré le respect des droits des utilisateurs, protégé la neutralité d'Internet et fait baisser le coût des communications cellulaires.

Droit et politiques de la santé

Notre nouveau Centre de recherche juridique, éthique et politique en santé se concentre sur des solutions fondées sur des données probantes pour s'attaquer aux problèmes soulevés par les tests et thérapies génétiques, les nouvelles techniques de reproduction, la robotique, les nouveaux médicaments et dispositifs médicaux ainsi que les besoins en médicaments et en soins à domicile d'une population vieillissante.

Appliquer les valeurs canadiennes de transparence, de responsabilité et d'équité à la vision d'un système de santé universel et abordable nécessite des recherches rigoureuses et des réflexions sérieuses qui permettront de savoir quels seront les besoins de la population canadienne au cours des prochaines décennies, ce qui est une manière de plaider pour un avenir en santé.



Droit public

La Section de common law possède une densité d'expertise enviable en droit constitutionnel, en droit administratif et en droits de la personne, regroupant 40 experts mondiaux dans ces domaines. Avantageée par son bilinguisme et son emplacement à proximité du siège du pouvoir fédéral, elle conseille politiciens et décideurs à Ottawa et ailleurs au Canada. Beaucoup de nos professeurs travaillent bénévolement à certaines affaires qui démocratisent l'accès au système judiciaire, un engagement que la Section partage.

Pour aider le Groupe de droit public à réaliser son plein potentiel d'influence et d'action sur la scène mondiale, la Section souhaite créer un centre de recherche sur le droit, la gouvernance et la démocratie pour lequel elle sollicite du financement. Ce centre augmentera la capacité d'action du Groupe dans divers domaines d'actualité, dont le droit des Autochtones.



Offrir aux étudiants une expérience profitable



Grâce à toute une panoplie d'apprentissages pratiques, nos étudiants peuvent s'orienter plus facilement vers la carrière de leur choix et se préparer progressivement à entamer leur vie professionnelle. Nos bourses de stage en matière de justice sociale, par exemple, permettent à des étudiants désireux d'aider des clients de travailler dans nos cliniques et auprès d'organismes communautaires ou à but non lucratif.

Les étudiants peuvent en outre se bâtir un portfolio de mémoires et d'autres textes juridiques à la Legal Writing Academy (Académie de rédaction juridique), idée originale des professeurs primés Adam Dodek et Ellen Zweibel. Dans ce programme unique comprenant un mentorat par les pairs, des « cafés d'écriture » et les conseils des meilleurs juristes du pays, les participants acquièrent les compétences en rédaction dont ils auront besoin comme juristes.

Un pavillon à la hauteur de nos ambitions

L'impact de nos donateurs se voit aussi dans notre milieu physique. Nous sommes reconnaissants à David Scott, de Borden Ladner Gervais, d'avoir présidé le comité de financement pour l'aménagement de la salle d'audience Ian G. Scott sur le campus, nommée en l'honneur de son défunt frère, un ancien procureur général de l'Ontario. Les étudiants peuvent y observer de vraies audiences de la Cour fédérale, de la Cour supérieure de justice et de la Cour d'appel de l'Ontario et en discuter ensuite avec des avocats et des juges.

Nous souhaitons aménager de nouvelles salles de classe interactives et une bibliothèque accessible offrant plus d'espace pour l'étude, autant de projets qui pourront porter le nom de leur généreux bienfaiteur.





uOttawa

Faculté de droit
Faculty of Law



INFRASTRUCTURE

Le 4 février 2016, la Faculté de droit célébrait l'ouverture officielle de l'aile Borden Ladner Gervais (BLG) du pavillon Fauteux. Abrisant quatre salles de cours modernisées, cette nouvelle aile en dit long sur le partenariat entre la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa et le cabinet BLG, dont la générosité a permis la rénovation du pavillon Fauteux et l'octroi de bourses d'études. Bon nombre d'étudiants en droit à l'Université d'Ottawa ont également pu acquérir une expérience professionnelle en tant que stagiaires au sein du cabinet. La Faculté de droit a profité de l'ouverture officielle de cette nouvelle aile pour remercier BLG de son engagement.

La grande ouverture de l'aile BLG du pavillon Fauteux



(De gauche à droite) Laura Scull, gestionnaire régionale du recrutement professionnel; Karen Perron, associée; David Scott, avocat-conseil; Avril Ford-Aubry, stagiaire — BLG. Céline Lévesque, doyenne, Section de droit civil; Nathalie Des Rosiers, doyenne, Section de common law — Université d'Ottawa. Ann Milks, spécialiste à la prospection; Katherine Cooligan, associée directrice régionale; Stéfanie Lacroix et Aruba Mustafa, stagiaires; Olivier Nguyen, avocat; Éliane Tremblay, stagiaire; Sandra LeBrun, avocate; Yves Ménard, associé chez BLG. Photo : Mélanie Provencher.



FACULTÉ DE DROIT | SECTION DE COMMON LAW